



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

Sommet sur la transformation de l'éducation 2022

Note conceptuelle

Avril 2022



Table de matières

I. Antécédents.....	3
II. Objectifs.....	4
III. Approche.....	4
IV. Principes pour le sommet.....	4
V. Axes de travail du Sommet	5
VI. Résultats du Sommets	6
VII. Dispositifs de soutien à prévoir pour le Sommet	7
VIII. Actions de suivi.....	7
Annexe 1 :	
Axes de travail du sommet.....	8
Axe de travail 1 : consultations nationales	8
Axe de travail 2 : pistes d'action thématiques	10
Axe de travail 3 : engagement et mobilisation du public.....	16
Annex 2:	
Présentation du Sommet sur la transformation de l'éducation	18
Feuille de route du Sommet sur la transformation de l'éducation.....	19

I. Antécédents

1. Reconnaissant que l'éducation constitue la pierre angulaire de la paix, de la tolérance, des droits de l'être humain et du développement durable, le Secrétaire général des Nations Unies a annoncé dans le rapport intitulé Notre programme commun qu'il a présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies son intention d'organiser un Sommet sur la transformation de l'éducation en 2022. L'objet de ce Sommet est de mobiliser l'action, l'ambition, la solidarité et le partage de solutions en vue de transformer l'éducation d'ici à 2030..
2. **Ce Sommet intervient au moment où deux défis majeurs et étroitement imbriqués pèsent sur la qualité de l'éducation et de l'apprentissage tout au long de la vie pour tous.** En premier lieu, la crise de l'apprentissage, d'ampleur planétaire, que traverse notre monde prive des centaines de millions d'enfants, de jeunes et d'adultes du droit à une éducation de qualité, faisant prendre un retard important dans la réalisation de nombreuses cibles des objectifs de développement durable (ODD) liées à l'éducation. Au vu de la persistance de la pandémie de COVID-19 et de l'absence de mesures efficaces pour rétablir des conditions normales d'apprentissage, il est à craindre que cette crise ne se mue en catastrophe générationnelle, surtout pour les groupes marginalisés et vulnérables. En second lieu, cette crise de l'apprentissage s'inscrit dans le cadre d'un défi plus large qui porte sur la capacité des systèmes éducatifs conventionnels à doter les enfants, les jeunes et les adultes des connaissances, compétences et perspectives nécessaires pour qu'ils puissent donner le meilleur d'eux-mêmes dans le monde d'aujourd'hui et contribuer à un avenir durable, sain et pacifique. En ces temps de crise climatique mondiale, d'évolution technologique rapide, de mutations profondes du monde du travail, de baisse de confiance à l'égard des institutions publiques, d'érosion des valeurs démocratiques et de montée de la désinformation, de l'intolérance et des discours de haine, l'UNESCO a publié un rapport qui fait date sur l'avenir de l'éducation selon lequel « l'apprentissage formel ne correspond pas assez aux besoins des enfants, des jeunes ou de leurs communautés, ni ne répond à leurs aspirations ».¹
3. **Ces dernières années et, en particulier, face à la crise de la COVID-19, d'amples efforts ont été déployés pour relever ces défis avec un regain d'énergie et d'attention.** Au niveau international, l'UNESCO a organisé deux réunions mondiales sur l'éducation pour galvaniser l'action internationale dans ce domaine, au cours desquelles les États membres se sont accordés sur un ensemble de priorités d'action immédiates, l'adoption de la Déclaration de Paris : un appel mondial à investir dans les futurs de l'éducation et la création d'un nouveau Comité directeur de haut niveau de l'ODD4 – Éducation 2030, doté d'un mandat opérationnel clair et pertinent, en l'occurrence la définition des priorités, le suivi des progrès et un financement efficace. Parallèlement, au sein de la communauté éducative mondiale, un rapprochement s'est opéré sur plusieurs fronts. En voici des exemples : la mise en place par l'UNESCO d'une Coalition mondiale pour l'éducation, l'instauration d'une collaboration unique en son genre entre l'UNESCO, l'UNICEF et la Banque mondiale pour suivre les effets de la crise de l'apprentissage, le lancement de la campagne mondiale « Sauvez notre avenir » visant à préserver l'éducation pendant la crise, une action majeure destinée à garantir l'accès à l'apprentissage et aux compétences numériques et à distance, une vaste initiative de reconstitution du Fonds du Partenariat mondial pour l'éducation. Ces efforts conjugués ont permis de protéger l'éducation, d'élargir l'horizon concernant la valeur et l'avenir de l'éducation et d'améliorer la cohérence et la collaboration en matière de coopération mondiale pour l'éducation.

¹ UNESCO : Repenser nos futurs ensemble : un nouveau contrat social pour l'éducation
<https://fr.unesco.org/futuresofeducation/>

4. **Néanmoins, devant l'éventualité d'une nouvelle aggravation de la crise de l'éducation au cours de l'année à venir**, le déficit de financement de l'éducation relatif à l'ODD4² et les échéances de 2030 qui approchent à grand pas, il faut de toute urgence passer à l'étape suivante en déployant plus largement l'action et l'approche de l'éducation aux niveaux local, national et mondial.

II. Objectifs

5. **Alors que le monde sort de la crise de la COVID-19, le Sommet Transformer l'éducation est l'occasion de mobiliser plus fortement l'ambition, l'engagement et l'action politiques afin d'inverser la tendance suivie dans le domaine de l'ODD 4, de repenser l'éducation et d'accélérer les progrès en matière d'éducation et, plus largement, du Programme 2030 pendant la durée restante de la Décennie d'action.**

III. Approche

6. Le **sommet se déroulera à New York en septembre 2022**, au cours d'une semaine de haut niveau, le but étant de placer l'éducation en tête des priorités de l'agenda politique mondial et de maximiser la sensibilisation et l'engagement du public.
7. Un **Pré-sommet sera organisé à Paris à la fin du mois de juin 2022** afin d'exploiter l'avancée des discussions et de générer une plus forte dynamique jusqu'au mois de septembre. Le Sommet s'appuiera également sur les conclusions tirées de l'examen de la mise en œuvre de l'ODD4 lors du Forum politique de haut niveau (FPHN) 2022 sur le développement durable du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC)..

IV. Principes pour le sommet

8. Le processus préparatoire du Sommet de 2022 s'articulera autour de quatre principes :
 - **Piloté par les pays** : Le Sommet se situera dans le prolongement du Programme 2030, de la Déclaration d'Incheon pour l'Éducation 2030 adoptée en 2015 et des résultats récents de la Réunion mondiale sur l'éducation de l'UNESCO, dont la Déclaration de Paris. Un appel mondial à investir dans les futurs de l'éducation. Une large place sera faite à l'engagement des pays, et les États membres seront activement associés tout au long du processus.

² Équipe du Rapport mondial de suivi sur l'éducation, Action immédiate : atténuer l'incidence de la COVID-19 sur la réalisation de l'ODD 4, septembre 2020, <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000374163>

- **Inclusion** : Le Sommet valorisera le multilatéralisme en réseau, inclusif et efficace évoqué dans la Déclaration politique qui a marqué le 75e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies et dans le rapport du Secrétaire général sur Notre programme commun. C'est pourquoi le Sommet sur la transformation de l'éducation réunira l'ensemble des parties prenantes qui contribuent à faire progresser les engagements sur l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie formulés dans le Programme 2030, parmi lesquels les jeunes et les enfants, les enseignants, les universitaires, les organisations internationales, la société civile et le secteur privé.
- **Inspiré par les jeunes** : Le Sommet sera préparé par, avec et pour les jeunes. Des dispositions seront prises pour favoriser la participation des jeunes à l'élaboration du Sommet et à tous les axes de travail développés à cette occasion.
- **Inscrit dans la continuité des efforts existants** : Le Sommet s'appliquera à renforcer et consolider la coopération mondiale autour de l'éducation à tous les niveaux, notamment en faisant en sorte que ses résultats soient véritablement intégrés dans le processus actuel de réalisation de l'ODD 4. L'UNESCO et d'autres entités compétentes des Nations Unies s'engageront pleinement dans la préparation du Sommet, et tout sera fait pour développer les efforts et les initiatives existants, en particulier ceux qui ont vu le jour à la suite de la pandémie de COVID-19. À titre d'exemple, le Sommet œuvrera en étroite synergie avec le Comité directeur de haut niveau de l'ODD 4 – Éducation 2030 récemment créé, afin de dynamiser ses travaux futurs.

V. Axes de travail du Sommet

9. Le Sommet nécessitera la mise en place d'un processus préparatoire ciblé, intensif et inclusif, élaboré à partir de la base, qui tienne compte des priorités des États membres, bénéficie du soutien du secrétariat du Sommet et du système des Nations Unies et garantisse l'engagement concret des jeunes et de l'ensemble des parties prenantes de l'éducation.
10. À cette fin, le Sommet sur la transformation de l'éducation utilisera trois grands axes de travail complémentaires et imbriqués pour faire avancer les préparatifs.
 - **Consultations nationales** : Les consultations nationales visent à développer une vision et une volonté communes et à coordonner l'action entre les différents groupes d'acteurs dans l'optique de transformer l'éducation d'ici à 2030. Menées sous la direction des États membres, les consultations nationales sont destinées à mettre l'accent sur les changements à instaurer dans les politiques, la planification et les budgets pour récupérer les pertes d'apprentissage, rattraper le retard pris dans la réalisation de l'ODD 4 et repenser les futurs de l'éducation.
 - **Pistes d'action thématiques** : L'objectif de l'axe de travail Pistes d'action thématiques est de mettre en lumière un petit nombre de domaines qui nécessitent une attention et une action renforcées et qui peuvent accélérer les progrès accomplis dans le domaine de l'éducation et du Programme 2030 et transformer l'éducation. Les Pistes d'action identifieront des exemples factuels d'interventions politiques efficaces et mobiliseront de nouveaux engagements d'action, en prenant appui sur les

initiatives, partenariats et coalitions existants, notamment ceux qui sont nés en réponse à la pandémie de COVID-19, et en les renforçant. Les pistes d'action aborderont les cinq questions essentielles suivantes :

- Des écoles inclusives, équitables, sûres et saines
 - Enseignants, enseignement et profession enseignante
 - Apprentissage et compétences pour vivre, travailler et promouvoir un développement durable
 - Apprentissage et transformation numériques
 - Financement de l'éducation
- **Engagement et mobilisation du public :** Étant donné la rapidité et l'ampleur des changements requis pour atteindre l'ODD 4 et repenser l'éducation, un engagement et un soutien solides et continus de la part du public, se manifestant sous forme d'un débat politique à tous les niveaux, seront essentiels. Parallèlement à la diversité des efforts en cours, l'objectif de l'axe de travail Engagement et mobilisation du public est de démocratiser le dialogue autour de l'éducation et de faire émerger un mouvement mondial en faveur de la transformation de l'éducation.

11. L'Annexe 1 donne une présentation complète des trois axes de travail du Sommet.

VI. Résultats du Sommet

12. Le Sommet sur la transformation de l'éducation est conçu pour renforcer et accélérer la mise en œuvre des accords multilatéraux existants, et notamment l'Agenda 2030. Le Sommet n'est donc pas censé déboucher sur de nouveaux cadres intergouvernementaux ou sur des résultats convenus au niveau intergouvernemental. Au lieu de cela, mettant à profit la puissance de rassemblement incomparable du Secrétaire général, ainsi que le rayonnement et les atouts du système de développement des Nations Unies, il mettra l'accent sur la réalisation des résultats suivants :

- **Mobilisation nationale et internationale en faveur de la transformation de l'éducation.**
- **Engagement et soutien renforcés du public en faveur de la transformation de l'éducation.**
- **Une synthèse du président rendra compte des connaissances générées par le Sommet et son processus préparatoire, servira de base aux actions de suivi du Sommet, notamment pour le travail du Comité directeur de haut niveau ODD 4 – Éducation 2030, et le Sommet intergouvernemental sur les futurs de 2023.**

VII. Dispositifs de soutien à prévoir pour le Sommet

13. S'ajoutant aux réunions d'information des États membres qui se tiendront périodiquement à New York et à Paris, divers dispositifs ont été mis en place pour soutenir le processus préparatoire inclusif, en s'appuyant dans toute la mesure possible sur les mécanismes existants :
- Le **Secrétaire général adjoint** supervisera la préparation du Sommet, au nom du Secrétaire général.
 - Le **Conseiller spécial pour le Sommet sur la transformation de l'éducation**, nommé par le Secrétaire général, apportera son concours pour faire du Sommet l'une des priorités des agendas politiques et solliciter des partenaires clés et favoriser, par là même, la prise d'engagements concrets à l'occasion de ce Sommet.
 - A **Comité consultatif du Sommet** produira des orientations sur les questions de fond et la préparation du Sommet.
 - Un **Secrétariat interinstitutions** fera appliquer les décisions prises par le Comité consultatif du Sommet, apportera son aide aux travaux préparatoires quotidiens du Sommet et assistera le Conseiller spécial dans son travail. Le secrétariat, dirigé par le Sous-directeur général de l'UNESCO pour l'éducation au nom du Directeur général, est hébergé dans les locaux de l'UNESCO à Paris et bénéficie du détachement de personnel de diverses entités clés Nations Unies.
 - Une **Équipe spéciale des Nations Unies** fournira une plate-forme à toutes les entités concernées des Nations Unies afin de les associer aux travaux préparatoires et de garantir la mobilisation du système de développement des Nations Unies à l'appui de tout le processus préparatoire du Sommet. Elle sera présidée par le Directeur général de l'UNICEF, qui sera également membre du Comité consultatif du Sommet.

VIII. Actions de suivi

14. Le Sommet fera partie intégrante de la feuille de route du nouveau mécanisme de coopération mondiale pour l'éducation, et constituera à cet égard une étape essentielle. En tant que telles, les actions de suivi des résultats du Sommet seront menées par le Comité directeur de haut niveau ODD4, dans le cadre de son mandat de coordination et de suivi global de l'ODD4.
15. Les résultats seront également exploités pour le Forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2023 sous l'égide de l'Assemblée générale et dans le processus menant au Sommet sur les futurs de septembre 2023, notamment en ce qui concerne l'exploitation de la coopération internationale pour préparer l'éducation du futur.

Annexe 1 : Axes de travail du sommet

Axe de travail 1 : consultations nationales

Objectif

16. Les consultations nationales visent à développer une vision et une volonté communes et à coordonner l'action entre les différents groupes d'acteurs dans l'optique de transformer l'éducation d'ici à 2030. Menées sous la direction des États membres, les consultations nationales sont destinées à mettre l'accent sur les changements à instaurer dans les politiques, la planification et les budgets pour récupérer les pertes d'apprentissage, rattraper le retard pris dans la réalisation de l'ODD 4 et repenser les futurs de l'éducation.

Approche

17. La condition de dialogues inclusifs sur la transformation de l'éducation réside dans un large engagement et une forte mobilisation du public. Les consultations nationales dirigées par les gouvernements viseraient à garantir l'engagement concret de l'ensemble des parties prenantes de l'éducation, parmi lesquelles les organisations d'étudiants et de jeunes, les réseaux d'adolescentes et de jeunes femmes, les mouvements féministes, les groupes de la société civile, les associations d'enseignants, le secteur privé, les partenaires du développement, les défenseurs de l'éducation, les chefs traditionnels et religieux, les universités et les institutions de recherche, les réseaux parlementaires, ainsi que les autres personnes d'influence dans le domaine de l'éducation. Cette approche peut exiger des échanges spécifiques avec divers groupes d'acteurs et, prioritairement, les mouvements de jeunes et d'étudiants, les associations d'enseignants, ainsi que les organisations de la société civile.
18. Pour transformer l'éducation, il faut commencer par donner aux jeunes les moyens d'être acteurs du changement. Une stratégie mondiale spécifique axée sur l'engagement des jeunes est en cours d'élaboration, de concert avec les principaux réseaux de jeunes, de telle sorte que les jeunes soient impliqués dans le Sommet à tous les niveaux et puissent échafauder et diriger des initiatives en parallèle avec le Sommet. Faisant le lien entre les dialogues mondiaux et locaux des jeunes, la stratégie permettra de proposer et promouvoir les priorités des jeunes et des étudiants jusqu'au Sommet.
19. Compte tenu de l'imbrication des efforts en matière d'éducation et, plus largement, de développement, la participation des gouvernements devrait garantir une représentation intersectorielle s'étendant, au-delà du secteur de l'éducation, à d'autres secteurs comme la santé, la protection sociale, l'alimentation et la nutrition, de même que l'emploi. Les consultations nationales devraient, dans la mesure du possible, mettre à profit les mécanismes de coordination sectorielle existants. Une participation active des ministères des finances à ces dialogues nationaux est également essentielle.

Questions de fond

20. Chaque pays est associé à un contexte qui lui est propre et a ses propres dispositions en matière de planification de l'éducation et de consultation. Les consultations nationales pourraient comporter quatre volets. Les objectifs seraient les suivants :
- Galvaniser une action ciblée durant la période qui précède le Sommet afin de laisser à l'éducation le temps de se rétablir complètement des effets de la pandémie, en tenant compte des données probantes disponibles sur les effets multiformes des perturbations de l'éducation (sur la nutrition, la protection des filles, la santé et le bien-être, les pertes d'apprentissage, le désintérêt, l'abandon et l'exclusion des élèves, la non-réinscription, etc.).
 - Définir un ensemble de leviers et d'actions prioritaires pour transformer l'éducation et accélérer les progrès vers la réalisation des engagements communs en matière d'éducation, en s'appuyant sur les enseignements et les connaissances tirées des réponses et des innovations apportées par l'éducation pour faire face à la pandémie, en intégrant dans les politiques et les pratiques d'éducation de nouvelles conceptions, approches, ressources et méthodes d'apprentissage et en s'inspirant des conclusions du rapport de la Commission internationale sur les futurs de l'éducation.
 - Revoir ou établir des cibles et des critères de référence nationaux en matière d'éducation à la lumière des effets de la pandémie et de l'ambition requise pour maximiser les progrès d'ici à 2030, en se référant aux sept points de référence mondiaux et thématiques approuvés récemment par la Réunion mondiale de l'éducation en 2019³.
 - Générer un engagement plus fort et plus efficace pour le financement public de l'éducation qui garantisse une plus grande équité dans l'affectation des ressources et une meilleure efficacité de leur emploi. Il serait important d'identifier d'autres mécanismes intersectoriels novateurs capables de permettre un financement national durable de l'éducation.

Soutien

21. Les consultations nationales seront menées sous la conduite d'un coordonnateur choisi par le gouvernement. Des orientations visant à faciliter ces consultations seront fournies aux États membres.
22. En outre, sous la houlette du Coordonnateur résident des Nations Unies, les équipes de pays des Nations Unies, lorsqu'elles existent, seront mobilisées à l'appui de ce processus, et l'UNICEF et l'UNESCO joueront un rôle majeur dans les consultations nationales, selon le contexte local. Dans la mesure du possible, des conseils techniques et des financements d'amorçage seront mis à la disposition des équipes de pays des Nations Unies. Les commissions nationales pour l'UNESCO pourront aussi prêter leur appui aux consultations nationales dirigées par les gouvernements.
23. Le Conseiller spécial s'emploiera à mobiliser des réseaux et des plates-formes aux niveaux mondial et régional, y compris ceux qui sont organisés par et pour les organisations de la société civile et les organisations de jeunesse, pour soutenir et faciliter les consultations nationales organisées au sein et en dehors de leurs groupes.

³ [Points de référence nationaux pour l'ODD 4 : respecter l'engagement que nous avons négligé, UNESCO GEM et ISU](#)

Produits

24. Les résultats des consultations nationales pourraient inclure un rapport de synthèse, pour le secrétariat du Sommet, sur le processus de consultation nationale et une déclaration nationale, de deux à trois pages, sur l'engagement à transformer l'éducation, qui reprend les engagements nationaux et le consensus sur les actions prioritaires en s'appuyant sur les plans, programmes et initiatives existants. Les chefs d'État et de gouvernement seront encouragés à rendre compte des avancées réalisées dans la lutte contre les pertes d'apprentissage liées à la pandémie et à présenter leur déclaration nationale d'engagement lors du Sommet de septembre.
25. Dans certains pays, les consultations nationales pourraient également se poursuivre après le Sommet dans l'intention d'approfondir la réflexion nationale sur la transformation de l'éducation. Pour le suivi et la responsabilité de la mise en œuvre de ces feuilles de route, il sera fait recours aux processus existants de suivi de l'ODD 4, parmi lesquels le Comité directeur de haut niveau de l'ODD 4.

Axe de travail 2 : pistes d'action thématiques

Objectif

26. L'objectif de l'axe de travail Pistes d'action thématiques est de mettre en lumière un petit nombre de domaines qui nécessitent une attention et une action renforcées et qui peuvent accélérer les progrès accomplis dans le domaine de l'éducation et du Programme 2030 et transformer l'éducation. Les Pistes d'action identifieront des exemples factuels d'interventions politiques efficaces et mobiliseront de nouveaux engagements d'action, en prenant appui sur les initiatives existantes, et identifieront des éléments essentiels de la transformation de l'éducation, notamment ceux qui exigent un renforcement de la coopération internationale.

Approche

27. Les Pistes d'action thématiques s'inspireront du Programme 2030 et des objectifs et cibles liés à l'éducation qui y sont énoncés. Elles se situeront dans la ligne du rapport du Secrétaire général intitulé Notre programme commun, ainsi que du rapport de la Commission internationale sur les futurs de l'éducation, *Repenser nos futurs ensemble : un nouveau contrat social pour l'éducation*, créée par l'UNESCO.
28. Les Pistes d'action iront dans le sens des engagements mondiaux formulés en 2015 dans la Déclaration d'Incheon et le Cadre d'action Éducation 2030 et lors des Réunions mondiales sur l'éducation organisées par l'UNESCO. Des synergies seront recherchées avec les domaines d'action privilégiés du Comité directeur de haut niveau de l'ODD 4 – Éducation 2030.
29. Les Pistes d'Action portent sur les accélérateurs essentiels de l'ensemble du cycle éducatif. La crise de la COVID-19 a accentué le sentiment qu'il était urgent de s'attaquer aux inégalités éducatives et à la crise de l'apprentissage, tout en réaffirmant la pertinence universelle du Programme 2030 et de l'ODD 4 qui y est associé : *assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie*. Par ailleurs, les perturbations historiques de l'éducation nous ont invités à repenser et réinventer la finalité, le contenu et les modes de transmission de l'éducation ou, en d'autres termes, à transformer l'éducation en vue de façonner un avenir pacifique, inclusif et durable pour l'humanité et la planète

30. Les Pistes d'action donneront lieu à des rencontres au niveau mondial et tireront pleinement parti des coalitions et réseaux existants, ainsi que des plates-formes et outils virtuels disponibles pour faciliter l'engagement et la contribution de personnes du monde entier. Elles permettront des échanges réguliers avec les États membres et seront ouvertes à toutes les parties prenantes, comme les donateurs, les décideurs, les groupes de la société civile, les jeunes, les réseaux d'enseignants, les défenseurs de l'éducation, les universitaires, le secteur privé et les organismes philanthropiques. Des événements en rapport avec l'éducation seront également organisés au cours de l'année 2022, notamment au niveau régional. Les Pistes d'action s'efforceront de compléter les deux autres axes de travail, Consultations nationales et Engagement et mobilisation du public, et de s'en inspirer.

Questions de fond

31. Les cinq pistes d'action thématiques qui suivent reprennent les actions prioritaires décrites dans la Déclaration adoptée lors de la Réunion mondiale de l'éducation de 2020, dans laquelle les dirigeants politiques nationaux et la communauté mondiale ont pris l'engagement d'accélérer les progrès dans la réalisation de l'ODD 4 dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et au-delà. Elles sont aussi imprégnées de la vision, des principes et des propositions contenus dans le rapport du Secrétaire général intitulé Notre programme commun et dans le rapport de l'UNESCO sur l'avenir de l'éducation.
32. Ces pistes d'action thématiques, validées par le Comité directeur de haut niveau de l'ODD 4 – Éducation 2030, revêtent une pertinence universelle, illustrent la conception de l'apprentissage tout au long de la vie exprimée dans l'ODD 4 et font ressortir les domaines qui nécessitent une action urgente et concertée des gouvernements et de la communauté mondiale. À ce titre, elles intègrent deux approches : d'une part, l'accent mis sur l'urgence de remédier aux inégalités éducatives et à la crise de l'apprentissage exacerbées par la crise de la COVID-19 et, d'autre part, l'idéal visionnaire d'une transformation de l'ensemble du système. L'équité et l'égalité des genres dans et par l'éducation seront intégrées en amont dans chaque piste d'action thématique :
- i. Des écoles inclusives, équitables, sûres et saines : Des écoles inclusives, équitables, sûres et saines sont le moyen le plus efficace pour améliorer les résultats d'apprentissage, prévenir les attitudes et les comportements discriminatoires, s'occuper de la santé et du bien-être de tous les apprenants, construire une société inclusive et garantir le droit à l'éducation pour tous. Elles sont intéressantes pour les apprenants, mais aussi pour l'ensemble du système, car elles améliorent l'efficacité et la rentabilité, et garantissent un lieu de travail sûr et une plus grande satisfaction professionnelle. Comme le souligne le Rapport sur les futurs de l'éducation, les écarts actuels en matière d'accès, de participation et de résultats sont fondés sur les exclusions et les oppressions d'hier. Les progrès de demain dépendent non seulement de leur correction, mais aussi de la remise en question des hypothèses et des dispositions qui ont donné lieu à ces inégalités. L'équité et l'égalité des sexes ne sont pas des objectifs en soi, mais des conditions préalables pour assurer l'avenir durable de l'éducation.

La crise de la COVID-19 nous a rappelé que les écoles sont bien plus que des lieux d'apprentissage, que ce sont aussi des lieux où les enfants et les jeunes comptent sur la socialisation et l'interaction et peuvent avoir accès à la santé et à la nutrition scolaires, y compris bénéficier de repas scolaires, de services de santé, notamment la vaccination et l'éducation à la santé sur une série de sujets pertinents au niveau local. Les écoles offrent également une protection aux enfants et aux jeunes. Lorsque les écoles sont fermées, il va de soi que les risques de violence et d'abus, de grossesse précoce et non désirée, de mariage précoce, de travail des enfants

et d'abandon scolaire augmentent. En particulier, les fermetures d'écoles ont exacerbé les situations déjà catastrophiques auxquelles sont confrontés les enfants et les jeunes en situation d'urgence et de crise, dans lesquelles se trouvent près de la moitié de la population mondiale non scolarisée. Les filles sont plus susceptibles que les garçons de ne pas être scolarisées dans les contextes de crise, et la pandémie a eu sur l'accès des filles à l'éducation un impact négatif plus marqué et plus durable que sur l'accès à l'éducation des garçons.

Pour progresser dans la réalisation de l'ODD 4 et transformer l'éducation, les pays doivent, pour pouvoir agir, disposer de meilleures données pour comprendre qui est exclu, pourquoi et à quel stade du parcours éducatif. Ils ont également besoin de cadres législatifs qui consacrent le droit à l'éducation et qui préviennent et traitent toutes les formes de discrimination et d'exclusion. Une approche intégrée, intersectorielle et coordonnée, est essentielle pour soutenir le développement holistique des apprenants au-delà de leur éducation, pour englober leur protection, leur santé et leur bien-être, et inclure dans l'éducation les groupes les plus vulnérables et marginalisés, y compris dans les contextes fragiles, d'urgence et de crise. Cette approche exige un changement de culture en salle de classe, qui encourage un apprentissage plus collaboratif, valorise la diversité et le développement des compétences, des valeurs et des conditions nécessaires à un avenir plus juste, équitable, sain et durable. En bref, l'avenir de l'éducation appelle une action urgente et concertée des gouvernements, de la communauté locale et mondiale pour faire du principe consistant à ne laisser personne de côté une pratique d'inclusion totale, d'autonomisation et de justice sociale.

Questions clés : L'égalité des sexes, l'éducation dans les situations d'urgence, l'éducation des personnes handicapées, et la santé et la nutrition à l'école.

- ii. Apprentissage et compétences pour vivre, travailler et promouvoir un développement durable : Transformer l'éducation signifie doter les apprenants des connaissances, compétences, valeurs et attitudes nécessaires pour pouvoir faire preuve de résilience, s'adapter et se préparer à un avenir incertain, tout en œuvrant pour le bien-être de l'humanité et de la planète et pour le développement durable. Or, quelque 773 millions de jeunes et d'adultes, dont deux-tiers sont des femmes, ne possèdent toujours pas les compétences de base en lecture et en écriture ; dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, la proportion d'enfants ne sachant pas lire un texte simple à l'âge de 10 ans risque de passer de 50 % avant la pandémie à près de 70 %. Les enseignements fondamentaux, comme l'écriture, la lecture et le calcul par exemple, sont indispensables à l'apprentissage tout au long de la vie, tandis que les compétences de la vie quotidienne sont essentielles pour pouvoir mener une vie saine et productive dans un environnement en mutation.

En outre, dans un monde de plus en plus complexe et interconnecté, et face à une menace existentielle telle que le changement climatique, il est de plus en plus demandé que l'éducation permette aux individus, en tant qu'agents du changement, d'acquérir des connaissances, des compétences et des valeurs pour agir en faveur de la transition verte et du développement durable de nos sociétés. Les programmes scolaires doivent mettre l'accent sur l'apprentissage écologique, interculturel et interdisciplinaire, afin que tous les apprenants, de la petite enfance à l'âge adulte, non seulement acquièrent des connaissances pertinentes, mais qu'ils soient également habilités à agir et à contribuer à la paix mondiale, au développement durable et à la transformation de la société.

Le chômage touche particulièrement les jeunes, et le passage de l'école au monde du travail est perturbé par la morosité des économies et l'évolution des marchés du travail. L'OIT estime qu'à 15,6 %, le taux de chômage des

jeunes (15-24 ans) est trois fois plus élevé que celui des adultes plus âgés (4,7 % des adultes de plus de 25 ans en 2021) ; et que l'emploi des jeunes a été davantage touché par la COVID-19, avec une réduction de 8,7 % en 2020, contre 3,7 % pour les adultes plus âgés⁴. Pour améliorer l'employabilité et permettre une transition écologiquement durable, les jeunes et les adultes ont également besoin de se recycler et de se perfectionner en permanence pour s'adapter à l'évolution rapide des marchés du travail, marquée par une numérisation accrue et l'écologisation des économies.

Questions clés : Apprentissage fondamental (tout au long de la vie), compétences pour l'emploi et l'entrepreneuriat, et éducation au développement durable, éducation à l'environnement comprise.

- iii. Enseignants, enseignement et profession enseignante : La transformation de l'éducation et la réalisation de l'ODD 4 reposent en grande partie sur les enseignants, bien que les avancées soient fortement limitées par trois défis majeurs : la pénurie d'enseignants, les qualifications et les besoins émergents en matière de développement professionnel, ainsi que le statut et les conditions de travail des enseignants et du personnel éducatif. On estime qu'il manque encore 69 millions d'enseignants dans le monde pour atteindre l'ODD 4. Dans de nombreux pays, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, les enseignants manquent de qualifications et de formation de base. La pandémie mondiale a encore accéléré la nécessité de transformer l'enseignement et de mieux soutenir les enseignants et le personnel éducatif pour répondre à une variété de situations, de formats et de besoins d'apprentissage. La crise de la COVID-19 a souligné combien il était urgent de doter les enseignants de compétences numériques et pédagogiques, et a souligné parallèlement l'importance d'une éducation sociale et émotionnelle pour assurer leur propre bien-être et soutenir les apprenants.

Les perturbations éducatives et les fermetures d'écoles en temps de crise ont confirmé le rôle crucial des enseignants, non seulement pour garantir la continuité de l'apprentissage, mais aussi pour soutenir la dynamique des ménages, des familles et des communautés. Cependant, cette grande considération pour le travail des enseignants ne se reflète pas pleinement dans les mesures politiques actuelles ; les enseignants sont rarement consultés ou invités à participer aux processus de prise de décision et de formulation des politiques. La conséquence de ce manque de reconnaissance est que la profession d'enseignant n'est pas l'une des carrières les plus attrayantes pour les étudiants de l'enseignement supérieur. Au-delà des conditions de travail et de rémunération, un autre facteur qui dissuade les jeunes d'embrasser la profession et les enseignants en poste de déployer leur talent réside dans les systèmes de gestion des enseignants, qui limitent leur capacité d'action, leur autonomie et leur pouvoir de décision, sapant ainsi leur jugement pédagogique et réduisant de ce fait les programmes, la créativité et l'innovation. Accélérer la réalisation de l'ODD 4 et transformer l'éducation ne peut se faire qu'en développant la professionnalisation, la formation et le soutien des enseignants, dans tous les contextes éducatifs et à tous les niveaux de l'éducation, depuis la protection et l'éducation de la petite enfance, l'enseignement et la formation techniques et professionnelles, l'éducation des adultes et l'enseignement supérieur.

Questions clés : Pénurie d'enseignants, qualifications et besoins émergents en matière de développement professionnel, statut et conditions de travail des enseignants et du personnel éducatif, leadership et innovation en matière d'éducation.

- iv. Apprentissage et transformation numériques : Pendant la crise de la COVID-19, nous avons été témoins d'un impressionnant déploiement de créativité, d'innovation et de collaboration au service de l'apprentissage à distance fondé sur l'utilisation de diverses technologies. Toutefois, la pandémie a mis au jour les disparités de connectivité et de ressources numériques qui existent d'un pays à l'autre comme au sein d'un même pays :

plus des deux tiers des enfants en âge d'être scolarisés (1,3 milliard d'enfants) n'ont pas de connexion Internet chez eux. La fracture numérique est bien souvent aussi synonyme d'exclusion de l'apprentissage à distance, notamment pour les filles et les jeunes femmes qui, par rapport aux garçons et aux hommes de leur foyer, ont moins de chances de posséder des compétences numériques, de pouvoir utiliser un ordinateur et se connecter à l'Internet pour bénéficier à égalité de l'apprentissage à distance et d'accéder aux réseaux d'information et aux réseaux sociaux. Des approches inclusives, équitables et durables des technologies numériques, ainsi qu'une utilisation sûre et productive de l'apprentissage en ligne, constituent une stratégie d'importance décisive pour le rétablissement et la résilience des systèmes éducatifs et pour l'avenir de l'éducation et de l'apprentissage. À cet égard, la déclaration mondiale Rewired sur la connectivité pour l'éducation présente des actions concrètes à engager dans le cadre de trois principes fondamentaux : mettre les plus marginalisés au centre, accroître les investissements dans des contenus éducatifs numériques gratuits et de qualité, et faire passer l'éducation dans les espaces numériques grâce à l'innovation et au changement pédagogiques.

La transformation numérique implique une approche intégrée et novatrice de l'offre et de la gestion de l'éducation, ainsi que de l'organisation de l'enseignement et de l'apprentissage. Pour éviter les solutions fragmentées en matière de technologie et de contenu, les pays doivent planifier et mettre en place des systèmes scolaires ouverts inclusifs post-pandémie qui intègrent des solutions technologiques, des cours en ligne conformes aux programmes scolaires et des compétences numériques des enseignants et des élèves afin de soutenir l'accompagnement humain et l'apprentissage numérique. Il est également impératif d'analyser en profondeur et d'atténuer l'impact négatif éventuel de la transformation numérique sur le bien-être, la vie privée et la sécurité des étudiants et des enseignants. La vision humaniste de l'utilisation des technologies est formulée dans la recommandation de l'UNESCO sur l'éthique de l'intelligence artificielle et dans le consensus de Beijing sur l'intelligence artificielle et l'éducation.

Questions clés : Transformation numérique des systèmes éducatifs ; connectivité/réduction de la fracture numérique, technologies inclusives et d'assistance ; contenu éducatif numérique libre, ouvert et de haute qualité ; et citoyenneté numérique, bien-être, vie privée et sécurité.

- v. Financement de l'éducation : L'éducation est un investissement qui nécessite un financement durable, et les ressources nationales demeurent une source de financement primordiale pour l'éducation. La Déclaration de Paris adoptée à l'occasion de la Réunion mondiale sur l'éducation (GEM 2021) exhorte tous les gouvernements à développer des stratégies visant à accroître les ressources consacrées à l'éducation et à les utiliser de façon efficace. La réalisation des cibles de l'ODD 4 nécessitera une augmentation significative des ressources financières. Au cours de la dernière décennie, les dépenses mondiales d'éducation ont augmenté régulièrement, les pays à revenu faible ou intermédiaire enregistrant la croissance la plus rapide. Dans de nombreux pays cependant, l'augmentation des dépenses se fait parallèlement à une forte croissance démographique, qui continuera à faire pression sur les systèmes éducatifs et les budgets publics des pays en développement au cours des 30 prochaines années.

La pandémie de COVID-19 a exacerbé le problème de l'insuffisance des budgets nationaux consacrés à l'éducation et de la stagnation des engagements de l'APD, ce qui compromet la réalisation des cibles de l'ODD 4 dans de nombreux pays. Beaucoup de pays doivent également faire face à des coûts supplémentaires indispensables pour réouvrir les écoles, les maintenir ouvertes en toute sécurité, remédier aux pertes d'apprentissage et réduire la fracture numérique, et ce dans un contexte de récession économique et d'accroissement du fardeau de la dette. Les investissements dans l'éducation doivent certes augmenter,

mais les ressources doivent également être dépensées de la manière la plus judicieuse et la plus efficace possible. Le Sommet cherche à améliorer l'harmonisation, le cadrage et la responsabilité des parties prenantes pour (1) assurer un financement adéquat et durable adapté aux besoins des pays, y compris le financement national, l'aide internationale, les financements innovants et l'expansion de l'espace fiscal ; et (2) accroître l'équité et l'efficacité des dépenses publiques et internationales en matière d'éducation.

Questions clés : Assurer un financement adéquat et durable adapté aux besoins des pays, y compris le financement national, l'aide internationale, les financements innovants et l'expansion de l'espace fiscal ; et accroître l'équité et l'efficacité des dépenses publiques et internationales en matière d'éducation.

Soutien

33. Chaque piste d'action sera codirigée par un ou plusieurs États membres champions et une partie prenante de premier plan, et un soutien fonctionnel sera fourni par une ou plusieurs entités des Nations Unies ou entités multilatérales et par le Conseiller spécial.
34. Chaque piste d'action sera chargée d'élaborer un document de réflexion contenant une synthèse des données factuelles issues des recherches, de l'analyse de la situation, des bonnes pratiques et des innovations, ainsi que des recommandations sur les questions clés identifiées, qui sera soumis aux États membres et aux partenaires de l'éducation pour discussion. Ils auront également pour tâche de veiller à la mise en œuvre de processus de consultation de qualité dans l'élaboration du document initial. Le Conseiller spécial et le Secrétariat du sommet coordonneront et soutiendront les processus de consultation, en vue d'aboutir à un maximum de cohérence entre les différentes pistes d'action.

Produits

35. Chaque piste d'action élaborera un document de réflexion initial, un ensemble d'idées d'action et un catalogue en ligne des bonnes pratiques et des innovations fondées sur des données probantes. En s'appuyant sur les coalitions et les réseaux existants, les pistes d'action du Sommet devraient également contribuer à des partenariats et des opportunités de mobilisation multilatérale et multisectorielle fructueux. On dégagera une brève mise à jour des débats menés jusqu'à présent, pour discussion lors du pré-sommet. Après d'autres consultations et mobilisations, une contribution finale sera fournie pour le Sommet, et alimentera le document final du Sommet.
36. Le suivi de la mise en œuvre et de la surveillance sera assuré dans le cadre du Mécanisme mondial de coopération en matière d'éducation, dirigé par le Comité directeur de haut niveau de l'ODD 4 – Éducation 2030.

Axe de travail 3 : engagement et mobilisation du public

Objectif

Étant donné la rapidité et l'ampleur des changements requis pour atteindre l'ODD 4 et repenser l'éducation, un engagement et un soutien solides et continus de la part du public, se manifestant sous forme d'un débat politique à tous les niveaux, seront essentiels. Parallèlement à la diversité des efforts en cours, l'objectif de l'axe de travail Engagement et mobilisation du public est de démocratiser le dialogue autour de l'éducation et de faire émerger un mouvement mondial en faveur de la transformation de l'éducation.

Approche

37. L'axe de travail Engagement et mobilisation du public sera étroitement lié aux autres axes de travail du Sommet, c'est-à-dire Pistes d'action thématique et Consultations nationales. Il adoptera une approche à deux volets :
38. Placer les enfants et les jeunes au premier plan : Pour transformer l'éducation, il faut commencer par donner aux jeunes les moyens d'être acteurs du changement. Une stratégie spécifique axée sur l'engagement des jeunes est en cours d'élaboration. Elle se fait en consultation avec les principaux réseaux de jeunes pour garantir que les jeunes sont impliqués dans le Sommet à tous les niveaux et peuvent échauffer et diriger des initiatives parallèlement au Sommet. La stratégie permettra de proposer, de promouvoir et de mettre en œuvre les priorités des jeunes et des étudiants jusqu'au Sommet. Des orientations à propos des consultations nationales donneront des indications sur les meilleurs moyens de motiver les jeunes, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes, pour pouvoir à la fois établir de nouveaux engagements quant à la réalisation de l'ODD 4 au niveau national et sensibiliser les enfants, les jeunes, les communautés et les décideurs à l'importance d'une transformation de l'éducation. Les jeunes seront également impliqués de manière centrale dans les pistes d'action du Sommet, ainsi que dans le Pré-sommet et le Sommet à proprement parler.
39. Accroître le soutien du public à l'éducation : Faisant fond sur les mouvements mondiaux actuels et les récentes campagnes en faveur de l'éducation (« Sauvez notre avenir », « Lève la main » pour la reconstitution du Fonds du Partenariat mondial pour l'éducation, « 100 Millions », « Les filles au premier plan » ou initiative « Education Plus » par exemple) et reprenant les thèmes identifiés dans les pistes d'action du Sommet, des efforts ciblés de mobilisation mondiale, nationale et locale pourraient contribuer à renforcer la sensibilisation du public à l'éducation et la demande éducative et faire émerger un mouvement mondial sans précédent en faveur de la transformation de l'éducation. Il sera primordial de mettre à profit le pouvoir des groupes de la société civile, des jeunes, des réseaux d'enseignants, des défenseurs de l'éducation, des universitaires, des entreprises et des autres champions et personnes d'influence dans le domaine de l'éducation aux niveaux mondial, régional et national. Ce mouvement se caractérisera par son caractère multisectoriel et son imbrication étroite avec d'autres secteurs complémentaires, en particulier la santé, l'alimentation, la nutrition, la protection de l'enfant et la protection sociale, qui sont d'une importance fondamentale pour la réalisation de l'ODD 4.
40. L'engagement et la mobilisation du public bénéficiera du soutien de vastes moyens d'information et de communication, à travers une présence solide en ligne et dans les médias. Une plate-forme en ligne dynamique et inclusive sera créée pour rendre compte du processus du Sommet, faciliter les échanges de connaissances dans tous les domaines de travail et suivre les résultats du Sommet.

Soutien

41. Cet axe de travail sera géré par un Pôle (Hub) de mobilisation du public réunissant les principales équipes de communication des Nations Unies et d'autres partenaires aux niveaux mondial et régional. Cet axe de travail sera géré par un Pôle (Hub) de mobilisation du public réunissant les principales équipes de communication des Nations Unies et d'autres partenaires aux niveaux mondial et régional. Des efforts seront faits pour identifier et intéresser des champions ou des personnes d'influence capables de gérer les placements dans les médias ou d'aider à cibler des marchés potentiellement plus difficiles à atteindre (secteur privé et organismes philanthropiques par exemple). L'engagement des jeunes favorisera la participation de divers réseaux d'organisations de jeunes et sera coordonné par le réseau SDG4Youth, qui a pour objet d'associer des jeunes défenseurs de l'éducation à l'élaboration des politiques éducatives mondiales.

Produits

42. Parmi les résultats de l'axe de travail Engagement et mobilisation du public, une plate-forme en ligne spéciale sera mise en place pour rendre compte du processus et des résultats du Sommet et maintenir l'engagement d'un large éventail de parties prenantes tout au long du processus. S'y ajoutera un plan d'engagement des parties prenantes plus détaillé, conçu pour indiquer plus précisément les groupes qui seront informés, consultés ou associés pendant la phase de préparation et pendant le Sommet lui-même et faire en sorte que le processus de mobilisation soit véritablement inclusif et participatif.
43. Les efforts d'engagement et de mobilisation du public déployés durant la période qui précède le Sommet s'inscriront dans la stratégie plus large de communication et d'engagement du Mécanisme mondial de coopération en matière d'éducation établi pour l'ODD 4, afin que le mouvement mondial en faveur de l'éducation créé jusqu'au Sommet perdure et continue de soutenir les efforts en faveur de la transformation de l'éducation après le Sommet.

Annex 2: Présentation du Sommet sur la transformation de l'éducation

Contexte



Loin de l'ODD 4 - de la crise de l'apprentissage à la catastrophe générationnelle.

Systèmes conventionnels qui peinent à dispenser une éducation pertinente et de qualité

Besoin urgent de relever le niveau de l'éducation et d'intensifier les actions pour réaliser l'ODD 4

Objectifs



Mobiliser une plus grande ambition politique, s'engager et agir pour inverser la tendance et atteindre l'ODD4, repenser l'éducation - en créant un nouvel élan pour accélérer les avancées pendant la durée restante de la Décennie d'action

Principes



Inclusif



Inspiré par les jeunes



Piloté par les pays



Inscrit dans la continuité des efforts existants

Approche



Pistes d'action thématiques



Consultations nationales



Engagement du public

Pistes d'action thématiques

Résultats attendus



Augmentation de la sensibilisation et de la demande du public



Mobilisation nationale et internationale



Résumé et suivi du SG

Préparations



Pilotage par le secrétaire général



Conseiller spécial



Comité consultatif du Sommet



Groupe de travail des Nations unies



Secrétariat du Sommet

Feuille de route du Sommet sur la transformation de l'éducation

March-September 2022

Session d'information avec les États membres, les donateurs et les parties prenantes

Fev. 23-24

1ère réunion des conseillers techniques du Comité directeur de haut niveau

Mar. 17

1ère réunion du Comité consultatif

FEV/MARS

29 avril

2ème réunion du Comité consultatif

16-17 mai

2ème réunion des conseillers techniques du Comité directeur de haut niveau

AVR/MAI

23-24 mai

Conférence ministérielle régionale sur l'ODD4 (Argentine)

5-7 juin

Conférence ministérielle régionale sur l'ODD4 (Bangkok)

27 juin

Réunion des dirigeants du Comité directeur de haut niveau (Paris)

JUIN/JUL

Fin juin

Pré-sommet (Paris)

3ème réunion du Comité consultatif

5-15 juillet

FPHN pour le développement durable de l'ECOSOC

AOÛT/SEPT

Début septembre

4ème réunion du Comité consultatif

Semaine du 19 septembre

Sommet sur la transformation de l'éducation (New York)

Préparatifs du Sommet

Consultations nationales sur les pistes d'action Engagement et mobilisation du public



